
CONFERENCE PARLEMENTAIRE SUR L'OMC

Organisée conjointement par l'Union interparlementaire et le Parlement européen

Seizième session du Comité de pilotage* de la Conférence

3 octobre 2007, Siège de l'UIP, Genève

DECLARATION

Les discussions intensives tenues en septembre dans le cadre du Cycle de Doha ont permis des progrès tangibles. Des accords sur les modalités pour l'agriculture et l'accès aux marchés non agricoles (AMNA) sont plus nécessaires que jamais si l'on veut que le Cycle aboutisse dans un délai raisonnable et tienne tous les engagements pris en matière de développement.

Les informations sur les pourparlers en cours dont nous ont fait part les négociateurs des quatre grandes puissances commerciales et le Président du Groupe de négociation sur l'agriculture attestent clairement la possibilité d'une convergence, même si elle sera très difficile à obtenir.

Ces derniers mois, certains acteurs politiques ont évoqué un résultat minimaliste du type "Doha lite", ajustant les ambitions en fonction des sensibilités des pays et des blocs commerciaux, comme moyen réaliste d'aller de l'avant en sauvant le Cycle de négociation. L'idée d'un ensemble de résultats réalisables pour Doha se justifie davantage par les conséquences qu'aurait pour tout le système l'impossibilité de mener à bien les négociations.

En tant que parlementaires chargés de contrôler et de stimuler l'action des gouvernements en matière de commerce international, nous réitérons notre appel à un ensemble de résultats ambitieux grâce à des concessions mutuelles, équilibrées et équitables, compte tenu du paysage économique mondial et des risques considérables qu'engendrerait une impasse prolongée. Aussi exhortons-nous nos gouvernements à n'épargner aucun effort pour donner au Cycle de Doha un aboutissement équitable privilégiant le développement. En tant que parlementaires, nous réaffirmons notre engagement à apporter notre soutien résolu à ce processus.

* Etaient présents à la session les membres du Comité de pilotage des pays, assemblées parlementaires régionales et organisations internationales suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Belgique, Canada, Chine, France, Iran (République islamique d'), Japon, Kenya, Maurice, Mexique, Namibie, Niger, Uruguay, Association parlementaire du Commonwealth, Parlement européen, Union interparlementaire et le Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce.